

Cisjordanie : Israël détruit une dizaine d'habitations financées par l'UE

L'armée israélienne multiplie depuis plusieurs mois les démolitions de structures édifiées, dans des villages palestiniens, grâce à un programme d'aide humanitaire de la Commission européenne.

Envoyé spécial à Jinba (Cisjordanie)

Le hameau palestinien de Jinba, posé au bout d'une piste accidentée qui s'étire à l'extrême-sud de la Cisjordanie, semble avoir été balayé par un tremblement de terre. Ses habitants, hagards, s'affairent autour de leurs maisons éventrées et tentent de sauver ce qui peut l'être encore. Mardi matin, l'armée israélienne a détruit quinze préfabriqués dans lesquels résidaient une soixantaine de personnes, dont trente-huit mineurs, ainsi que plusieurs latrines et des panneaux solaires. Sept autres habitations ont été démontées dans le village voisin de Khirbet Halaweh, laissant une vingtaine de personnes sans abri. «Il s'agit clairement d'une des plus vastes opérations de démolitions menées ces dernières années», constate, navré, un diplomate européen.

Des tentatives de médiation infructueuses

Pour les habitants de Jinba, l'arrivée matinale des bulldozers ne fut pas totalement une surprise. Voici en effet plus de vingt-cinq ans que l'armée israélienne cherche à aménager dans les collines situées au sud d'Hébron une «zone de tir» vierge de toute présence humaine. En novembre 1999, quelque 700 résidents palestiniens furent évacués par la force d'une douzaine de villages situés dans cette zone aride et vaste de 3.000 hectares. Mais la cour suprême autorisa la population semi-nomade à regagner temporairement les lieux. Plusieurs tentatives de médiation se sont depuis succédé sans résultats tangibles, jusqu'à ce que le gouvernement israélien décide, lundi 1er février, de sonner la fin de la partie. «Quelques heures après, des soldats se sont présentés à Jinba pour marquer une quarantaine de structures condamnées à la démolition au motif qu'elles ont été édifiées sans permis de construire», se désole Yehuda Shaul, de l'ONG israélienne «Rompre le silence».

Lundi, sitôt les militaires repartis, les adultes du hameau ont commencé à reconstituer des abris de fortune tandis que leurs enfants emmenaient paître les moutons comme si de rien n'était. «Que voulez-vous qu'on fasse d'autre?», interroge Khaled Hussein Jabarin, tandis que d'autres villageois inspectent les multiples grottes qui mitent la colline à la recherche d'un abri pour les prochaines nuits. «Cette terre nous appartient et nous n'avons nulle part où aller», rebondit Mahmoud Ahmed Issa, 30 ans, dont la maison n'est plus qu'un amas de pierres et de parpaings. «Mon grand-père et mon père sont nés ici, alors nous allons faire le dos rond en attendant de pouvoir reconstruire nos maisons...»

Des milliers d'habitations menacées

L'administration civile israélienne, qui contrôle 60% de la Cisjordanie (zone C) en vertu des accords d'Oslo, ne voit pas les choses de la même façon. Aiguillonnée par l'aile ultranationaliste de la coalition gouvernementale, elle se targue de faire appliquer le droit en imposant la démolition d'un nombre croissant de structures édifiées sans autorisation. Un vaste programme, dans la mesure où l'immense majorité des demandes de permis de construire formulées par des Palestiniens établis en zone C se soldent par une réponse négative. «Des milliers d'habitations palestiniennes en Cisjordanie risquent d'être démolies en raison d'obstacles qui peuvent être légalement fondés, mais qui sont discriminatoires en pratique», s'est alarmé lundi le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, dans les colonnes du *New York Times*.

La situation de ces communautés palestiniennes établies en zone C donne lieu, depuis plusieurs mois, à un bras de fer feutré entre Israël et l'Europe. Invoquant le droit humanitaire, l'UE finance l'installation de structures provisoires destinées à des populations menacées de déplacement forcé. Mais l'État hébreu, qui entend défendre ses revendications sur le territoire palestinien, n'hésite désormais plus à s'attaquer à ces constructions. Selon un premier décompte, une dizaine des préfabriqués démolis lundi matin dans le sud d'Hébron avaient d'ailleurs été financés par le service humanitaire de la Commission. Chacun d'entre eux avait coûté entre 2.000 et 3.000 euros aux contribuables européens